



Distr. générale  
19 avril 2022

Français  
Original : anglais



---

**Stockholm+50 : une planète saine pour la prospérité  
de toutes et de tous – notre responsabilité, notre chance**  
Stockholm, 2 et 3 juin 2022

## **Dialogue de haut niveau 2 : Parvenir à un relèvement durable et inclusif après la pandémie de maladie à coronavirus**

### **Note d'information du secrétariat**

#### **I. À propos des dialogues de haut niveau**

1. Stockholm+50, la réunion internationale célébrant le cinquantième anniversaire de la tenue de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement à Stockholm, en juin 1972, est à la fois une commémoration et une occasion de prendre des mesures audacieuses et de se mobiliser. Elle offre un cadre favorable à la réflexion et à la création de liens ainsi qu'à l'accélération et à l'intensification des actions en faveur d'un avenir meilleur et prospère sur une planète saine pour toutes et tous.
2. L'importance d'une planète en bonne santé pour le progrès et la prospérité de l'humanité est soulignée dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et a été mise en évidence par la crise continue engendrée par la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). Une planète dégradée restreint le bien-être et la prospérité, créant ainsi des obstacles à la construction d'un avenir meilleur. La note de cadrage intitulée « Stockholm+50 : une planète saine pour la prospérité de toutes et de tous – notre responsabilité, notre chance »<sup>1</sup> donne un aperçu du défi mondial que représente la quête d'une planète en bonne santé et des possibilités d'exprimer un engagement renouvelé lors de la réunion internationale.
3. Les dialogues de haut niveau de Stockholm+50 visent à engager les gouvernements, les organisations internationales, les entreprises et les industriels, les organisations de la société civile, y compris les organisations de jeunes, de femmes, de peuples autochtones et de communautés locales ou rurales, ainsi que les autres parties prenantes concernées dans un échange d'idées sur les possibilités de surmonter les obstacles à la mise en œuvre, de relier entre elles les actions menées et de créer de nouvelles voies de changement intergénérationnelles pour atteindre les objectifs de développement durable.
4. La présente note d'information rend compte des débats de la première série de réunions de groupes de travail informels tenues en mars 2022 et des interventions des États Membres ainsi que des grands groupes et des parties prenantes du Programme des Nations Unies pour l'environnement lors de la réunion préparatoire de Stockholm+50, qui a eu lieu le 28 mars 2022 à New York, sous l'égide de l'Assemblée générale. Les principaux messages ressortant de cette réunion préparatoire qui intéressent les trois dialogues de haut niveau comprennent la nécessité de mettre l'accent sur la participation

---

<sup>1</sup> A/CONF.238/3.

des groupes de jeunes et d'accorder une place centrale à l'équité intergénérationnelle dans les résultats potentiels de la réunion internationale.

5. Le dialogue de haut niveau 2, dont le thème est « Parvenir à un relèvement durable et inclusif après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) », portera sur les mesures spécifiques nécessaires pour, d'une part, se relever de la pandémie de COVID-19 et de ses répercussions négatives sur les populations, la planète et la prospérité et, d'autre part, remettre les pays sur la bonne voie dans la réalisation des objectifs de développement durable.

## II. Contexte et enjeux

6. Deux ans après le début de la pandémie de COVID-19, les pays et les communautés se remettent encore de ses effets et des mesures nationales prises dans son sillage. Plus de 100 millions d'emplois ont été perdus<sup>2</sup> ou déplacés dans les secteurs formel et informel, et des milliards de dollars ont été dépensés<sup>3</sup> pour maintenir les entreprises, les ménages et les économies à flot. La pandémie a eu des répercussions dévastatrices sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans le monde : plus de 800 millions de personnes dans le monde ont souffert de la faim en 2020, soit une augmentation de 160 millions de personnes par rapport à 2019<sup>4</sup>. Les familles et les communautés pauvres en situation de vulnérabilité éprouvent des difficultés encore plus grandes à survivre. La pandémie a touché les femmes et les filles de manière disproportionnée, ce qui reflète la fragilité des progrès accomplis en matière d'égalité des sexes<sup>5</sup>. De nombreux ménages et pays en développement sont confrontés à des niveaux croissants de surendettement. Le monde est plus divisé, plus inégalitaire et moins viable. Malheureusement, l'injection intérieure et extérieure sans précédent de ressources financières n'a, en grande partie, fait que renforcer le statu quo<sup>6</sup>. La croissance démographique, l'urbanisation, les conflits, les changements climatiques, la dégradation de l'environnement et les modes d'extraction de ressources, de production et de consommation de moins en moins durables mettent la résilience de la Terre à rude épreuve. En plus de menacer le bien-être social et économique, la dégradation rapide de l'environnement nuit aussi à la réalisation des objectifs de développement durable et à la protection des droits humains fondamentaux.

7. Les changements climatiques, la perte de biodiversité, la dégradation des écosystèmes, l'augmentation de la pollution et des déchets chimiques, la désertification, la dégradation des terres, les inondations et la sécheresse, ainsi que la pauvreté, les inégalités et les conflits sont étroitement liés entre eux et doivent être traités en synergie. Une relance durable, inclusive et verte à la suite de la pandémie de COVID-19 devrait s'inscrire dans le cadre de la triple crise planétaire et de l'inégalité mondiale. La relance doit également soutenir et être guidée par le Programme de développement durable à l'horizon 2030, la Décennie d'action pour réaliser les objectifs de développement durable, l'Accord de Paris dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la Convention sur la diversité biologique et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015–2030). Des efforts sont également requis pour accroître l'utilisation efficace des ressources et intensifier l'économie circulaire, afin d'assurer la transition vers une consommation et une production durables, conformément aux objectifs de développement durable, tout en accordant une attention particulière aux pays en développement. Il est essentiel d'adopter des approches favorables aux pauvres, inclusives, fondées sur les droits et qui tiennent compte des questions de genre pour garantir la réalisation de progrès en matière de viabilité environnementale et de développement durable, qui profitent aux personnes et à la planète.

<sup>2</sup> Organisation mondiale du travail, *Observatoire de l'OIT : le COVID-19 et le monde du travail*, 8e édition, *Estimations actualisées et analyses* (27 oct. 2021).

<sup>3</sup> Suivis de l'Observatoire mondial de la relance (<https://recovery.smithschool.ox.ac.uk/tracking/>).

<sup>4</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Fonds international de développement agricole, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Programme alimentaire mondial et Organisation mondiale de la Santé, *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021. Transformer les systèmes alimentaires pour que la sécurité alimentaire, une meilleure nutrition et une alimentation saine et abordable soient une réalité pour tous* (FAO : Rome, 2021).

<sup>5</sup> Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes), *Au-delà du COVID-19 : Un plan féministe de durabilité et de justice sociale* (2021).

<sup>6</sup> Programme des Nations Unies pour l'environnement, *Are We Building Back Better? Evidence from 2020 and Pathways to Inclusive Green Recovery Spending* (2021)

## A. Actions de relance dans les secteurs et chaînes de valeur essentiels touchés par la pandémie de COVID-19

8. Les processus de relance durable et inclusive devront se focaliser sur les secteurs à fort impact les plus touchés par la COVID-19, tels que les secteurs alimentaire, énergétique et manufacturier<sup>7</sup>. Les actions concertées de relance doivent tendre vers une amélioration globale de la gestion au moyen d'approches systémiques. Accomplir cette transformation nécessitera de réfléchir et d'agir au-delà des frontières sectorielles afin de s'attaquer aux principaux moteurs des pratiques non durables et d'adopter des interventions ciblées et rentables. Il sera important, lors du réexamen de la transformation des secteurs clefs, de repenser la promotion de la cohérence globale des politiques en favorisant les approches en faveur de l'économie circulaire et des modes de consommation et de production durables ; de financer la transformation, notamment en aidant les pays en développement ; d'atténuer l'incidence socioéconomique du processus ; d'informer les consommateurs et de motiver leurs choix ; de renforcer les filets de protection sociale ; d'allouer des ressources à la réduction de la pauvreté ; de créer des emplois et d'améliorer la qualité de ces derniers ; de permettre le rééquilibrage de l'accès aux services de base et aux régimes de protection sociale pour les micro-, petites et moyennes entreprises, et pour le secteur informel, y compris pour les femmes ; de renforcer les services de soins de santé publics ; de construire des infrastructures solides et résilientes ; d'accélérer la transformation numérique ; de former des partenariats et de promouvoir l'apprentissage par les pairs entre les pays.

9. Il est tout aussi important dans les secteurs à fort impact d'assurer la création d'emplois, le renforcement des compétences, la coopération technologique et l'amélioration des capacités de manière à accroître la résilience à tous les niveaux face aux défis connus et inconnus. Ces considérations sont indispensables à une transition juste pour tous les pays, en particulier pour les plus pauvres, les femmes, les hommes et les jeunes vivant dans la pauvreté et en situation de vulnérabilité<sup>8</sup>.

10. La planification et l'adoption de mesures de relance qui tiennent compte des priorités en matière de climat et de biodiversité et qui intègrent des solutions fondées sur la nature et des approches écosystémiques seront nécessaires pour parvenir à une reprise durable et inclusive. Cela permettra d'accroître la responsabilité des institutions financières et des autres parties prenantes clefs en ce qui concerne les progrès réalisés dans la transformation des secteurs et chaînes de valeur essentiels touchés par la pandémie.

## B. Mettre l'innovation et la technologie, y compris les technologies numériques, au service de la transparence et de la divulgation d'informations

11. Favoriser le changement vers une consommation et une production durables dans les secteurs à fort impact pourrait permettre d'obtenir des gains économiques, sociaux et environnementaux importants, souvent dans des délais courts. Les mesures de relance doivent inclure la fourniture des technologies innovantes nécessaires pour soutenir la transformation des secteurs à fort impact. Alors que la coopération sur les technologies vertes est indispensable dans le cadre d'une relance durable, elle est bien souvent entravée par le manque de ressources humaines, d'accès aux technologies et de financement.

12. Dans ce contexte, la numérisation peut accélérer les processus de relance durable par l'utilisation d'analyses de données avancées et intégrées dans la prise de décisions en matière de politique et d'investissement ; à de nouveaux mécanismes de financement vert ; une amélioration radicale de la transparence, de la traçabilité et de l'application du principe de responsabilité ; une meilleure gestion

<sup>7</sup> M. Lenzen et al., « Implementing the material footprint to measure progress towards SDGs 8 and 12 », *Nature Sustainability* (9 déc. 2021), et les sources de données suivantes : Résultats de l'outil d'analyse des points chauds SCP, disponibles à l'adresse <http://scp-hat.lifecycleinitiative.org/sector-profiles/> ; rapports du Groupe international d'experts sur les ressources, disponibles à l'adresse <https://www.resourcepanel.org/reports> ; Circle Economy, *The Circularity Gap Report 2022* (2022) ; Programme des Nations Unies pour l'environnement, *Inclusive Wealth Report 2018* (2018) ; rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, disponibles à l'adresse <https://www.ipcc.ch/reports/> ; Programme des Nations Unies pour l'environnement, *Rapport 2021 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions* (2021) ; Stockholm Environment Institute, International Institute for Sustainable Development, Overseas Development Institute, E3G et Programme des Nations Unies pour l'environnement, *The Production Gap: 2021 Report* (Stockholm Environment Institute, 2021) ; Programme des Nations Unies pour l'environnement, *GEO for Cities : Towards Green and Just Cities* (2021).

<sup>8</sup> Organisation internationale du Travail, *Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous* (2015).

de l'environnement, rendue possible par des données précises obtenues en temps opportun ; une mobilisation accrue des parties prenantes ; une plus grande information des consommateurs ; et des choix de vie plus durables et équitables. Il convient toutefois de souligner que les technologies et l'innovation numériques peuvent aussi exacerber les inégalités existantes et les comportements non durables, et provoquer un « effet de rebond » sur l'utilisation de l'énergie, la consommation de matières premières et la production de déchets non recyclables. La transformation numérique des chaînes de valeur des secteurs à fort impact doit prendre en considération et atténuer ces conséquences négatives, ainsi que celles touchant aux compétences numériques et à la maîtrise de l'informatique, à la fracture numérique au niveau de l'accès à Internet et aux technologies, à la protection des données personnelles et à la politique de la concurrence, et à d'autres difficultés liées à l'adoption des nouvelles technologies, en particulier dans les économies en développement.

### C. Tirer parti de la coopération mondiale, Sud-Sud et triangulaire

13. Le renforcement des partenariats internationaux est nécessaire pour relever les défis mondiaux. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire n'ont jamais été aussi importantes. La coopération mondiale devra intégrer l'élaboration conjointe, la coopération et la reproduction en matière de technologies, l'amélioration des infrastructures et des compétences, l'accès accru aux données et l'échange de connaissances à des fins de renforcement des capacités.

14. Cette coopération renforcée peut aider les pays en développement à apprendre les uns des autres, à se développer de manière plus durable, à réduire les écarts de revenus et à instaurer la confiance. Dans le même temps, elle contribuera à faire de la Terre une planète prospère et saine, suffisamment résiliente pour satisfaire les besoins de sociétés humaines inclusives et capables de s'adapter.

## III. Principaux messages et actions urgentes recommandées

### ***Message 1. La transformation systémique des secteurs à fort impact s'impose de toute urgence pour accélérer le passage vers des modes de consommation et de production plus durables, notamment par l'adoption d'approches en faveur d'une économie circulaire.***

a) Les interventions de relance durable et inclusive dans les secteurs à fort impact doivent cibler les empreintes de ces derniers en termes d'émission de carbone, de consommation de matières premières, de pression sur les ressources naturelles et de pollution, et leur rapport avec le PIB et la prospérité de toutes et de tous ;

b) La réalisation de transformations systémiques doit être guidée par les besoins et la situation économiques et sociétaux spécifiques des différents pays et régions ; elle doit également bénéficier de l'appui de partenariats internationaux ;

c) Les industries responsables ont un rôle clef à jouer dans l'intensification de la collaboration avec les décideurs politiques en vue d'élaborer conjointement et de déployer des solutions, et d'accélérer la transformation. Pour que l'avenir soit synonyme d'emplois et de prospérité pour toutes et tous, il sera crucial de mobiliser d'entrée de jeu les acteurs du secteur privé, et de s'assurer que l'industrie et les parties prenantes du secteur privé, y compris les micro-, petites et moyennes entreprises, participent largement aux transformations socioéconomiques et environnementales ;

d) Les micro-, petites et moyennes entreprises ont souffert le plus de la pandémie<sup>9</sup> ; elles nécessitent donc un soutien accru pour pouvoir se relever et être en mesure de jouer un rôle décisif dans la relance inclusive et transformatrice ;

e) Les systèmes agroalimentaires durables sont essentiels pour parvenir à une relance inclusive et durable. Ils doivent devenir respectueux de la nature, promouvoir le bien-être des petits exploitants agricoles, lutter contre le gaspillage alimentaire, garantir une gestion durable des ressources naturelles, instaurer l'utilisation de technologies et de données innovantes, et renforcer la collaboration avec le secteur privé pour l'obtention de financements ;

<sup>9</sup> Centre du commerce international, *Perspectives de compétitivité des PME 2021 : Favoriser la relance verte* (2021).

f) Les mesures prises dans le cadre de la relance doivent accroître la résilience des chaînes d’approvisionnement face aux chocs futurs, en particulier pour les pays les moins avancés, les pays en développement enclavés et les petits États insulaires en développement, et assurer leur participation au système commercial international, en particulier celle des micro-, petites et moyennes entreprises ;

g) Un soutien technique et financier sera indispensable pour accélérer la transition vers des chaînes de valeur à faibles émissions de carbone, économes en ressources, respectueuses de la nature, inclusives et résilientes.

**Message 2. Les flux d’investissement pour une relance durable et inclusive doivent tenir compte des priorités en matière de climat et de biodiversité et répondre aux préoccupations relatives à la pauvreté, aux inégalités, au développement et à la sécurité sociale dans un contexte de responsabilisation accrue des institutions financières et des autres parties prenantes clefs à l’égard des progrès accomplis.**

a) Le respect des engagements et la fourniture des moyens de mise en œuvre correspondants sont un élément essentiel du rétablissement et du renforcement de la confiance et de la collaboration constituant le fondement d’un multilatéralisme et d’un partenariat international renouvelés pour parvenir au développement durable ;

b) Une série d’interventions est nécessaire pour créer les conditions propices à un processus de relance durable et inclusif, notamment la réduction des émissions de carbone, la poursuite des progrès accomplis en matière d’abandon des combustibles fossiles, la restauration des écosystèmes, la promotion de modes de consommation et de production durables, la réforme des subventions, l’instauration de politiques d’investissement vert, la création de marchés publics ciblés, le passage à des modèles commerciaux alternatifs et écologiques, ainsi que l’accès aux financements en faveur du climat et de la nature, et leur mobilisation ;

c) Les secteurs à fort impact doivent prendre en considération les innovations sociales et politiques pour accroître la valeur et augmenter le bien-être de toutes et de tous, en s’appuyant sur des moyens de mise en œuvre novateurs qui renforcent le tissu social et les filets de protection ;

d) Ces interventions doivent également intégrer des mesures garantissant que les populations acquièrent les compétences nécessaires à l’économie de demain, qui sera connectée numériquement et permettra aux pays, aux individus et aux entreprises d’apporter une valeur ajoutée tout en renforçant la circularité et la résilience pour une transition juste<sup>10</sup> ;

e) Le rôle des jeunes, des femmes, des communautés rurales, des peuples autochtones et des communautés locales doit être décisif dans les processus de relance durable, inclusive et résiliente ;

f) La relance doit promouvoir un leadership inclusif, qui s’appuie sur la parité entre les sexes au sein des institutions et sur l’intégration des questions de genre dans les politiques de tous les secteurs, dans le but d’obtenir la durabilité et la justice sociale pour tous.

**Message 3. Une coopération renforcée pour donner accès aux technologies écologiques et numériques est fondamentale pour l’accélération des processus de relance verte et l’intensification, la généralisation et le suivi des actions.**

a) La coopération est nécessaire pour assurer l’accès aux technologies vertes et numériques et ainsi accélérer la relance durable. Cette coopération doit inclure le renforcement des capacités et l’amélioration de l’accès aux technologies et aux financements. Elle doit également intégrer la promotion de la recherche et du développement et la concertation dans ce domaine, le développement des capacités technologiques des pays, y compris la mise en place de solutions numériques locales, et la réduction du coût des technologies existantes ;

<sup>10</sup> Organisation internationale du Travail, *Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous* (2015).

b) Lorsqu'elle s'inscrit dans le cadre de la relance verte, la numérisation devrait permettre un accroissement radical de l'accès numérique, de la transparence, de la traçabilité, de la durabilité et de l'application du principe de responsabilité ; un engagement plus large et plus important des parties prenantes ; des choix plus éclairés pour les consommateurs ; et des choix de vie plus durables et équitables. La transformation numérique devrait accélérer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable.

c) Une coopération entre les gouvernements, les institutions et les autres producteurs et utilisateurs de données est nécessaire si on veut mettre à profit le potentiel des technologies numériques et obtenir ainsi de meilleurs résultats en matière de durabilité. Pour tirer pleinement parti de ces opportunités, les décideurs politiques, les organisations internationales, les chefs d'entreprise et les personnes physiques devront repenser fondamentalement la révolution numérique pour faire en sorte qu'elle devienne un atout stratégique et produise de meilleurs résultats en matière d'inclusion, de transparence et d'innovation.

---